

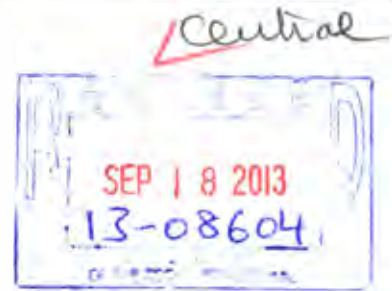
20/08/2013

Jean Guy Tremblay

430, rue Bellevue Saint-Donat-de-Montcalm  
Québec, Canada, J0T 2C0

**Ban Ki-moon**

Secrétaire-général des Nations-Unies  
O.N.U. 1 United Nations Plaza  
New York, NY 10017, United States



ACTION *Mr. Feltman*

COPY *DSG*  
*AG*


**M. le secrétaire général,**

C'est avec plaisir que j'aimerais me présenter brièvement. J'ai travaillé pendant une trentaine d'années auprès de populations paupérisées et plus particulièrement celles constituées de personnes handicapées. Aujourd'hui je suis à la retraite, certes, mais encore riche d'une expérience terrain comme sociologue et ingénieur sociale. J'ai contacté Michal Radoshitzky il y a quelque temps d'initiative Genève (I.G.) qui ont comme vous le savez, le mandat d'aller vers la population palestinienne pour promouvoir la proposition d'un plan de paix amendée par Genève. Malgré sa bonne volonté il me mentionnait qu'il ne pouvait pas changer le mandat de l'I.G. et qu'il ne pouvait donc prendre en considération d'autres propositions que celle émanant de Genève. Je lui mentionnai à l'époque que la proposition de Genève tel qu'amendée ne tenait pas la route car elle ne permettait pas à la population de prendre position pour l'avenir de leurs territoires. Il s'agissait, d'une proposition politique de règlement plus que d'une proposition de paix. Bref, nous nous sommes quittés en très bon terme en souhaitant tous deux que l'I.G. puisse réussir à convaincre suffisamment la population locale.

J'aimerais donc vous présenter très humblement ces quelques réflexions et propositions faites à l'époque qui pourraient arrimer nos vœux de paix à travers le monde et plus particulièrement de la paix au Moyen-Orient. Il s'agit, pour l'essentiel, d'une proposition qui s'intitule « **Le plan de voisinage des États israéliens et Palestiniens** » qui devrait mener à la signature d'un véritable traité de paix entre Palestiniens et Israéliens. La première étape de cette proposition devrait nous approcher de la construction d'une alliance entre les Nations voisines afin de souligner toute l'importance qu'ont eue les grands courants religieux de notre monde moderne comme ancien. Cela tient compte de la partie musulmane (arabe) qui souhaite une reconnaissance internationale de leur contribution historique au monde moderne comme peuple fondateur et pour les religions Abrahamiques, démontré qu'ils peuvent coexister dans une alliance stratégique avec d'autres religions pour guider le monde moderne.

J'ai omis sciemment tous les documents qui alourdiraient cette proposition, mais pour plus de clarté ils resteront disponibles pour une éventuelle discussion.

En espérant faire un pas en avant, veuillez agréer l'expression de mes sentiments les plus distingués.

  
Jean Guy Tremblay

*Pol/09/005*



## *Le plan de voisinage des États Israéliens et Palestiniens*

### *The neighborhood plan of the Israeli-Palestinian States*

#### **Préambule**

À l'aube du troisième millénaire, la communauté internationale fait face à des défis gigantesques. Que l'on parle de changement climatique, de l'économie mondiale, de la redistribution de la richesse, de la souveraineté alimentaire, de l'eau potable, de la santé publique de la sécurité territoriale. Le tout cordonné par notre volonté de paix dans le monde et surtout par notre capacité à résoudre les conflits qui minent notre avancement social et économique.

Le conflit israélo-palestinien fait partie de ces défis car il est déterminant dans tous les processus de paix dans le monde. Après autant de guerres, d'incertitude et de survie, la grande majorité des habitants du futur État palestinien n'a jamais connu la paix. Il n'est pas possible, dans ce contexte particulier, de régler ce conflit strictement avec l'application de formule et de négociation découlant d'un règlement politique de ce conflit. Par ailleurs, si la proposition d'accord entre L'État d'Israël et les territoires palestiniens défendus par la communauté internationale m'apparaît somme toute, équitable, dans le sens où elle fait référence à de multiples engagements et réflexions qui ont eu lieu à la fois dans le temps et avec plusieurs nations, chefs d'États et de négociateurs chevronnés, celle-ci ne semble pas être acceptable aujourd'hui compte tenu des nouveaux développements survenus depuis sa présentation.

L'achoppement de la trêve à l'automne 2008 et plus particulièrement les événements de décembre 2008 comme ceux de janvier 2009 ont laissé des traces qui ne pourront peut-être jamais s'effacer dans le temps et il serait peut-être plus juste de croire dans l'immédiat à une perspective de bon voisinage entre États voisins plutôt que d'une paix à l'occidentale, car le recours à une formule de paix entre Juif et Arabe ne m'apparaît pas réaliste dans le contexte actuel de cette confrontation. Il faut dire qu'au-delà du conflit Israélo-palestinien, bien des problèmes restent à régler et que le monde arabe comme juif en général, sont tributaire de cet effort de rapprochement entre eux, ne serait-ce que pour des raisons historiques et culturelles. Cependant, la toile de fond, en termes de violence, s'élargit dans cette partie du monde et bientôt il ne sera plus possible de s'y inviter tant elle est tissée serrée.

À titre exemple, la proposition d'une paix entre peuples voisins reste cependant un objectif à atteindre et tous les efforts doivent être entrepris pour arriver à cette réalisation. En juin 2009, le

premier ministre d'Israël Benjamin Netanyahu proposait une initiative de paix avec le futur État palestinien assorti de conditions que l'on pourrait qualifier d'extrême dans le sens où il y a une négation quasi-complète des demandes palestiniennes faites à ce jour. L'offre a pour avantage d'avancer dans la bonne direction en voulant reconnaître pour la première fois l'État Palestinien mais elle fait fi des demandes déjà présentes sur la table. Les nouvelles conditions sur le désarmement de l'autorité palestinienne, le développement des colonies juives, la sécurité du territoire palestinien et le rapatriement des Palestiniens en exils font reculer l'application du processus de paix proposé dans le passé. Nous pouvons facilement démontrer que cette proposition est qualifiée d'extrême et sans compromis.

### **1er constat**

Selon moi, le rapprochement du peuple juif à celui du monde arabe demeure au-delà des frontières définies par le seul règlement conflit Israélo-palestinien. Cependant, ce conflit devient, par défaut, le parent in extrémis d'une grande partie des désordres sociaux que l'on peut observer dans le monde. Il est remarquable d'observer que partout où l'Islam essaie de s'implanter comme dogme religieux, elle le fait dans des pays en voie de développement ou encore dans des pays qui ont une viabilité chancelante sur le plan économique. Il y a, certes, une explication économique derrière tout cela, mais peut-être plus encore une explication pointant du doigt la croyance que la nature, elle-même, ne puisse plus rien faire pour améliorer le sort de ces populations les plus pauvres dans un ordre mondial où les gouvernements sont trop pervertis par la cupidité humaine. De plus, cela questionne les trois plus grandes puissances spirituelles de notre Humanité. Finalement et malgré ce que l'on peut en dire, les territoires palestiniens représentent un cheval de Troie arabe pour Israël et il faut l'admettre c'est la principale raison de l'acharnement armé d'Israël sur le territoire des Palestiniens.

### **2e constat**

Par ailleurs, il est assez difficile de croire qu'une société aussi bien organisée qu'Israël, ne puisse pas reconnaître que son voisin Palestinien vit à genoux dans des conditions tellement misérables qu'il leur est, pour ainsi dire, impossible de prendre des décisions éclairées sur leur propre avenir. Il faut considérer que la majorité de la population palestinienne se retrouve dans une situation d'extrême survie et cela depuis déjà plusieurs décennies. Il en résulte que, dans un état où la mort offre plus que la vie pour les siens, en termes d'avenir, on ne peut que considérer comme hypothétique la reconnaissance d'une paix à long terme et que la paix, elle-même, est perçue comme une menace pour plusieurs de ces habitants. À cela s'ajoutent les guerres intestines et fratricides qui font rage présentement dans ce futur État et cela ne fait que contribuer à la dégradation de la situation.

Par ailleurs, il faut se rappeler que le choix du Hamas, aux dernières élections palestiniennes, était un geste de la société civile pour éloigner le Fatah du pouvoir car celui-ci avait son lot d'entorse à la

démocratie comme bien d'autres quasi-états dans notre monde moderne (pot-de-vin, extorsion, fraude, corruption, détournement de fonds, etc.). À cela s'ajoutait le sur-place qui ne donnait pas l'impression d'un règlement à court terme. Le fractionnement auquel était confrontée la population civile à cette période, en termes de gouvernance, ne faisait qu'empirer les choses.

Aussi, il faut reconnaître l'urgence d'offrir une contrepartie ou plus précisément une alternative dans ce conflit afin de permettre l'éclosion d'une formule d'opportunisme à la qualité de vie pour ceux et celles qui en ont oublié le sens. Cette contrepartie serait une bien meilleure façon d'aborder les problèmes entourant le conflit Israélo-palestinien. Finalement, si l'on veut qu'un choix de vie soit effectué, il faut, à priori, tenir compte des besoins réels de la population. Pour ma part, les propositions actuellement mises sur la table par le quartette ne rencontrent pas ces exigences et l'exercice dans définir les grandes lignes reste à venir.

Pour la partie israélienne les choses ne sont guère meilleures car s'il est possible d'y voir un futur État moderne, jeune ou l'avenir pourrait être garanti par la prospérité et les chances de réussites, nous y voyons pour le moment un État enfermé sur lui-même, dans une cage dorée qui s'étouffe par la militarisation de ses organes de survie. La richesse ne garantit pas le bonheur pas plus que la pauvreté et en cela il s'agit bien de deux solitudes.

Cela suggère la construction d'un espace où il serait possible d'aménager des conditions de vie acceptables qui garantissent une certaine démocratie afin de favoriser les occasions de faire un choix.

Ce qu'il faut retenir, avant tout, c'est qu'il doit y avoir un retour à des conditions normales d'existences pour la population palestinienne et d'énormes efforts doivent être faits par la communauté internationale pour appuyer cette reconnaissance qu'est la proposition de l'Initiative de Genève.

Pour ce faire, il faut par nécessité modifier notre perception d'une proposition de Paix pour la remplacer par une proposition qui nous amènerait à un plan de bon voisinage en États. La signature d'une entente sur le processus de paix serait donc déposée cinq années après l'acceptation de cette proposition et serait signée en 2018 date à laquelle les pourparlers pourraient être complétés.



## Le plan de voisinage des États Israéliens et Palestiniens

		Étapes				
Échéances	Financement	Phase I	Phase II	Phase III	Phase IV	Phase V
1 <sup>e</sup> année	Consolidation de la société civile 13G\$	Infrastructure et fonction publique	Justice	Education	Santé	Arrangements confessionnels
2 <sup>e</sup> année	Consolidation de la société civile 8G\$	Création d'une zone de sécurité O.N.U. (ceinture anti-missile)	Protocole sur la limitation et le contrôle des armes	Déclaration mutuelle sur le rapatriement des prisonniers politiques	Protocole sur la sécurité des frontières et fin du mandat O.N.U.	Déclaration des limites territoriales et frontalières
3 <sup>e</sup> année	Consolidation de la société civile 8G\$	Levée des embargos	Protocole de gestion des villes saintes Jérusalem...	Élection législative Palestinienne	Libre circulation des biens et services	Levée progressive des limitations individuelles
4 <sup>e</sup> année	Consolidation de la société civile 8G\$	Dépôt de la proposition finale amendée TRAITÉ DE PAIX	Signature des accords entre les parties	Constitution des États	Création des ambassades	Construction d'une alliance phare entre les Nations
5 <sup>e</sup> année	Consolidation de la société civile 8G\$	Signatures des traités internationaux	Signatures des droits de l'homme	Traité sur le libre échange biens et services	Protocole sur les forces de militarisations des États	Commission permanente sur les règlements de conflits
Présentation des États et reconnaissance de ceux-ci au plan international						

Le plan de voisinage des États israéliens et Palestiniens devrait être déposé comme amorce de discussion auprès des États israéliens et Palestinien afin de calmer le jeu dans le conflit Israélo-palestinien. Cela devrait passer nécessairement par un adoucissement des mesures de la communauté internationale envers la population palestinienne. Il faut savoir que les conditions de vie actuelles, pour ne pas dire de survie, de la population palestinienne maintiennent la haine et la perception qu'ils sont complètement oubliés par la communauté internationale et c'est en regard de cette tragédie que nous devons agir pour corriger cette impasse intolérable. Pour la partie israélienne, l'arrêt de ces attentats terroristes doit être modérément proportionnel à la misère des Palestiniens. En d'autres termes, plus les conditions de vie seront améliorées du côté palestinien moins il y aura d'attentats en Israël. Je peux comprendre que pour les Israéliens l'enjeu pourrait être perçu comme secondaire voire minime en regard des coûts astronomiques que ce plan demandera comme investissement, mais le bénéfice à moyen et long terme est colossal.

S'ajuster à une offre sans tenir comme, pour le moment, du matériel qui promeut des formules concrètes et garanties de succès serait encore une fois suicidaire. Au même titre que l'on utilise le financement, en raison de sa grande souplesse, afin de traverser les crises qui sont trop souvent présentes dans le monde.

Jour après jour, les parties en présence sont confrontées à de la violence de toutes sortes, au point où on ne peut plus vraiment savoir qui est le premier à briser ces trêves fragiles qui ne font qu'allonger ou reporter ce qui provoque de l'indifférence et de l'intolérance en regard de la proposition finale. Pourtant, le regard que nous posons sur cet événement tragique et terrible ne date pas d'hier.

La présentation d'un plan de voisinage des États israéliens et Palestiniens devient donc nécessaire pour organiser le terrain de façon à rendre équitables les enjeux issus de ce conflit. Un des premiers enjeux, qui n'est certes pas nouveau, c'est la démocratie. Pas une démocratie à l'américaine comme on a voulu le faire en Irak, mais une démocratie relative qui tient compte des enjeux et des traditions installées depuis déjà longtemps. Plusieurs éditorialistes et journalistes l'ont fort bien détaillée dans le contexte où celle-ci devrait être la pierre angulaire de toutes négociations.

Cependant, quand on en parle, il faut comprendre que la démocratie ne repose pas que sur des promesses de mieux vivre. Il faut ensuite se poser la question — Quelle sorte de démocratie pourrait exister dans cet État en devenir? En ce sens, la communauté internationale comme les négociateurs de ce conflit n'ont, pour ainsi dire, jamais été convaincus de l'importance de cet élément.

Cela nous amène à investir massivement sur une période de 5 ans une somme de 45 G\$ soit environ 8 G\$ par année pour façonner la toile de fond indispensable à l'apparition des conditions gagnantes dans le conflit qui terrorise l'humanité depuis plus de 60 ans. Ces sommes seront investies pour solidifier la structure de soutien indispensable à l'organisation de la société palestinienne. Offrir des conditions qui vont favoriser la détente, des perspectives d'avenir et surtout un sentiment d'un confort même relatif serait les prémisses d'un règlement équitable entre ces États.

Bien sûr, il se trouvera des hommes et des femmes pour justifier les actions commises actuellement par la communauté internationale pour forcer les autorités palestiniennes à suivre une démarche pacifique, mais cela ne rend pas justifiables les contrecoups subits par la population. Il faut savoir que la population est depuis longtemps, contrôlée et dirigée à travers un bras de fer entre plusieurs partis internes et gouvernements qui crée de toutes pièces des conditions qui interdisent, pratiquement, tout le développement de la communauté palestinienne. Une population prise en otage certes, nourrie par la haine et la trahison mais aussi prise dans un étau entre l'espoir d'un avenir et les moyens d'y arriver. Il faut savoir que la génération montante comme les plus vieux n'ont jamais

connu la paix encore aujourd'hui. Tant qu'il y aura des conditions inhumaines pour corriger des sociétés quelles quant soit leurs justifications comme leurs valeurs, il n'y aura pas d'avenir pour notre civilisation. Un geste humanitaire s'impose donc afin de garantir un espace où la tolérance et la générosité pourrait favoriser des espoirs de négociation.

En bref, il faudra construire au grand jour une alliance entre Juif, musulman et chrétien pour montrer à la face du monde les trois grands mouvements qui ont fait naître le monde ancien comme moderne. Pour ce faire, il y aura la construction d'un triangle lumineux fait aux couleurs des trois grands mouvements religieux du monde en se rejoignant au-dessus de Jérusalem comme alliance.

JGT